

Emmanuel Macron face à la guerre des tribunes

Dans un paysage politique bouleversé, où droite et gauche entament à peine leur reconstruction, les interpellations les plus vigoureuses adressées au chef de l'Etat semblent venir de la société civile.

LE MONDE | 03.02.2018

Une pluie de tribunes s'est abattue sur Emmanuel Macron et son gouvernement. A tel point que l'on pourrait croire que certains intellectuels sont devenus ses principaux opposants. Et que les débats « impriment » davantage dans les médias qu'au Parlement.

C'est à propos du sort réservé aux réfugiés que le déluge a commencé. Le 11 janvier, dans un numéro de *L'Obs*, sur la couverture duquel le chef de l'Etat apparaît derrière un chapelet de barbelés, l'écrivain Jean-Marie Gustave Le Clézio dénonce « *un déni d'humanité insupportable* » dans la volonté du président de vouloir « *faire le tri* » entre migrants économiques et réfugiés politiques, alors que l'historien Patrick Boucheron s'en prend à l'actuel gouvernement, « *qui n'a jamais été aussi loin dans le mépris des droits humains lorsqu'il refuse de porter secours à ceux qui souffrent tout en s'en prenant à ceux qui leur viennent en aide* ».

Le 17 janvier, alors que le président est en visite à Calais (Pas-de-Calais), une tribune publiée par *Le Monde* lui reproche de mener une politique migratoire qui « *contredit l'humanisme* » qu'il prône officiellement. L'embarquée fait mouche car elle est menée par quelques-uns des plus proches partisans et artisans de la campagne victorieuse d'Emmanuel Macron, tels que l'économiste Jean Pisani-Ferry et l'essayiste Thierry Pech. Quelques jours plus tard, c'est au tour de l'écrivain Yann Moix d'accuser le chef de l'Etat d'avoir instauré à Calais un « *protocole de la bavure* » (*Libération*, 21 janvier).

Parallèlement, l'immense audience nationale et mondiale rencontrée par la tribune dite des « cent femmes » contre le « *puritanisme* » et le « *révisionnisme* » culturel imputés à la dérive, selon elles, du mouvement #metoo donne le ton et le mode d'adresse à l'opinion.

Vide oppositionnel

Les tribunes et les débats s'enchaînent et bousculent le gouvernement. Le 16 janvier, la sociologue de la famille Irène Théry fédère au sein d'un collectif de 110 personnalités les signatures d'Elisabeth Badinter, de Pierre Rosanvallon ou d'Annie Ernaux autour d'une tribune destinée à ce que la France reconnaisse les enfants issus de la gestation pour autrui (GPA), alors même que les Etats généraux de la bioéthique démarrent sans avoir inscrit cette question à son agenda...

Rares sont les semaines qui passent sans qu'on lise des tribunes collectives lancées comme des fusées à petite, moyenne ou grande portée. Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT et cosignataire de la tribune du *Monde* interpellant Emmanuel Macron sur les migrants, explique qu'elles permettent de « *clarifier une pensée* » et qu'elles offrent, à la différence des interviews, la possibilité « *d'interpeller en prenant à témoin le président ou le responsable concerné* ». Une façon de le mettre « *devant ses contradictions* », en l'écrivant noir sur blanc et lui rappelant ses précédents engagements.

Ces interventions s'imposent dans un vide oppositionnel assourdissant. Le débat d'idées s'est rouvert du côté des intellectuels parce qu'il s'est aussi refermé à droite comme à gauche, avec des partis en pleine reconstruction et des syndicats affaiblis. Les deux droites s'affrontent et les deux gauches ne se parlent plus. Les Républicains se déchirent entre européens et souverainistes, La France insoumise peine à se remettre de la défaite de son combat contre la loi travail. Quant au Front national, il traverse une crise d'identité politique et de légitimité de sa présidence depuis le ratage du débat de l'entre-deux-tours. Or les sujets d'opposition ne manquent pas. Surtout sur des questions sur lesquelles le gouvernement peine à trancher, de la bioéthique à la laïcité.

« **Déréliction des pouvoirs et des contre-pouvoirs** »

Pour certains proches du président, les limites de la doctrine du « et en même temps » semblent atteintes. Car sur nombre de points, celle-ci confine à la contradiction, voire à la compromission. Il n'est donc pas surprenant que le public se retourne vers d'autres leaders d'opinion. « *Face à une certaine déréliction des pouvoirs et des contre-pouvoirs sur les questions de sexualité, mais aussi sur les retraites ou les migrants, la tribune est un signifiant intéressant* », explique Sarah Chiche, psychanalyste et co-initiatrice de la tribune de cent femmes pour « libérer une autre parole ».

Mais il serait sans doute erroné de croire que les tribunes sont plus nombreuses que par le passé. « *On entend mieux les choses dans le vide, c'est tout* », observe le philosophe Bernard-Henri Lévy (membre du conseil de surveillance du *Monde*), qui intervient depuis plus de trente ans dans les colonnes des journaux.

Le directeur de *La Règle du jeu* le constate : les collectifs ont pris l'ascendant dans « *une époque où se perd le goût pour la singularité* ». Et d'ajouter que ces collectifs sont « *rarement des communautés de pensée constituées* », comme les revues ou les mouvements intellectuels, mais « *des alliances de circonstance au sein desquelles on se téléphone pour dire que ce serait formidable d'avoir untel ou untel* ».

« **Empowerment** » **citoyen et intellectuel**

Ne dites pas à BHL que les politiques boudent les intellectuels : « *C'est le seul pays où on les écoute !* », répond celui qui a souvent eu un accès direct aux présidents français au sujet de la Bosnie, de la Libye, de l'Afghanistan ou du Kurdistan.

Officiellement, le pouvoir n'aurait aucun problème avec ces différentes prises de parole qui le mettent parfois à l'index. Bien au contraire. « *Le président se félicite toujours du bouillonnement des idées. Pour lui, le débat est fondamental en démocratie et il est très attaché à ce que la parole publique ne soit pas confisquée par les commentateurs habituels* », explique l'Elysée.

Les critiques seraient même, pour les macronistes, le prix à payer pour avoir bouleversé la situation politique avec l'élection de mai 2017. « *Cet "empowerment" citoyen et intellectuel qui s'exprime à travers de nombreuses tribunes, est d'une certaine façon la conséquence de ce qu'on a lancé dans la présidentielle quand Emmanuel Macron a appelé la société à prendre le pouvoir sur le jeu politique habituel. Il faut le voir positivement, même si on n'est pas toujours d'accord avec telle ou telle prise de position* », estime le député La république en marche (LRM) de Paris Stanislas Guérini, proche du chef de l'Etat.

Un classique du pouvoir

Dans les faits pourtant, Emmanuel Macron a semblé piqué par certaines attaques. A Rome, le 11 janvier, il a estimé qu'il y avait « *beaucoup de confusion chez les intellectuels* » et a mis en garde contre les « *faux bons sentiments* », comme un écho en creux à la « une » polémique de *L'Obs* et aux reproches de Jean-Marie Gustave Le Clézio. De même, quelques semaines plus tard, il a volontairement durci son propos à Calais, pour répondre à la tribune critique de plusieurs de ses proches dans *Le Monde*.

Ces échanges à distance restent un classique du pouvoir. Le chef de l'Etat met en scène le fossé qui existerait entre ceux, comme lui, qui sont aux affaires et ont les mains dans le « réel », et les intellectuels qui donneraient des leçons en chambre. « *Pour le président, il ne faut pas confondre les vraies figures intellectuelles françaises qui sont finalement rares et les nombreuses figures médiatiques qui se prennent pour des intellectuels mais ne font que commenter* », explique le porte-parole de l'Elysée, Bruno Roger-Petit.

« *C'est à l'intellectuel autant qu'au responsable politique que s'adresse Yann Moix, remarque le journaliste et essayiste Brice Couturier, dans une tribune au Monde.fr. Mais comme l'a montré Max Weber, la mission du savant et celle du politique sont profondément distinctes. L'intellectuel parle au nom d'une éthique de la conviction. Le politique agit en fonction de l'éthique de la responsabilité. Le premier n'écoute que la voix intérieure de sa croyance. Le second se souvient d'avoir à rendre compte des conséquences prévisibles de ses actes.* »

« Esprits tristes »

Ainsi, tout à leurs idéaux, poursuit l'auteur de *Macron, un président philosophe* (éditions de l'Observatoire), « *nos intellectuels ne voient pas que la vague populiste, qui montait en 2016 (Brexit et élection de Trump) n'a pu être endiguée en 2017 que par un raidissement général des politiques migratoires* ».

Déjà, dans le livre du romancier Philippe Besson, consacré à sa campagne présidentielle, Emmanuel Macron se montrait peu amène à l'égard des « intellectuels stars » Alain Finkielkraut, Michel Onfray ou Emmanuel Todd.

« *Ils ne m'intéressent pas tellement. Ils sont dans les vieux schémas. Ils regardent avec les yeux d'hier, le monde d'hier. Ils font du bruit avec de vieux instruments. Pour une large part d'entre eux, ça fait longtemps qu'ils n'ont pas produit quelque chose de renversant. Du reste, ils proposent quoi ? Ils sont sur leur Aventin. Ils n'aiment pas l'action politique mais vivent de son commentaire. Ils sont devenus des éditorialistes. Des esprits tristes englués dans l'invective permanente. Ce qu'ils détestent, c'est l'idée même d'une réconciliation. Je leur préfère de vrais penseurs. Jürgen Habermas, par exemple. On se situe à un autre niveau* », fustigeait le futur président dans *Un personnage de roman* (Julliard, 2017).

Du reste, le philosophe allemand avait été une des rares figures intellectuelles européennes à l'adouber durant la campagne, en lui apportant son soutien public lors d'un débat organisé à Berlin en mars 2017.

« Surplace épuisant »

Le macronisme au pouvoir serait-il en somme le meilleur ferment d'un réveil des intellectuels ? C'est la thèse du politologue Jérôme Sainte-Marie. « *Nous vivons une situation comparable à 1958, quand le système politique avait été brisé par de Gaulle et les repères droite-gauche perturbés par le gaullisme. Macron, c'est le même phénomène : une crise politique et idéologique, une crise des partis, des vieux*

clivages qui ne correspondent plus à la réalité des choses », explique ce spécialiste de l'opinion.

En face, la renaissance intellectuelle serait liée selon lui à une forme d'« *impuissance pratique, d'absence de débouché politique immédiat* ». « *Pour l'instant, il n'y a pas de possibilité d'agir contre le pouvoir en place qui verrouille tout. Il y a un blocage des leviers d'actions au Parlement ou dans la rue, comme dans les années 1960 avec le pouvoir gaulliste* », estime Jérôme Sainte-Marie, qui justifie « *l'émulsion intellectuelle actuelle par la rencontre entre un moyen, l'Internet qui favorise et simplifie les échanges, et un besoin de se repérer, de comprendre le monde tel qu'il évolue* ».

Un optimisme que ne partage pas l'avocat et écrivain François Sureau, qui échange régulièrement avec le chef de l'Etat. « *Ce thème [du réveil intellectuel], comme celui de la refondation, suscite toujours en moi une franche hilarité* », explique l'auteur du *Chemin des morts* (Gallimard) : « *Ce qu'on voit surtout, c'est que nous avons cessé d'être animés collectivement par l'idée du salut, religieux ou laïc, au sens où Sartre par exemple en parle si bien à la fin des Mots. Nous ne disposons plus d'aucune utopie créatrice. Nous nous démenons dans un surplace épuisant : les politiques prétendent "donner du sens" – on croit rêver ! – et la société civile veut se mêler d'administration.* »

« La politique se réinvente hors les murs des partis »

Le foisonnement de tribunes, comme la multiplication de nouvelles revues ou sites Internet de débats et d'analyses, consacre néanmoins la période actuelle. Une période durant laquelle « *la politique se réinvente hors les murs des partis* », estime l'ancien député PS de la Nièvre, Christian Paul.

« *Nous vivons une période dévastée du point de vue des appareils politiques, mais pas mortifère du point de vue des expérimentations intellectuelles. Schumpeter s'applique à la politique : nous sommes dans une phase de destruction créatrice où il y a de la place pour des intellectuels nouveaux et anciens, comme de la place pour de nouveaux médias* », affirme l'ex-animateur du « Laboratoire des idées » de la rue de Solférino, qui s'apprête à créer un nouveau think tank, « Monde commun », avec les anciens députés socialistes Aurélie Filippetti et Daniel Goldberg.

Emmanuel Macron, le « président philosophe », qui fréquenta Paul Ricœur dans sa jeunesse, doit-il craindre ce sursaut intellectuel ? Oui, répond Christian Paul, car « *la verticalité du pouvoir n'est pas une demande majoritaire dans la société française. Ce n'est pas un hasard si celle-ci se cabre et si les intellectuels redonnent de la voix* ».

Si le président peut s'en inquiéter, la société pourrait, elle, s'en féliciter. D'une part parce que la tribune « *crée du texte et de l'écrit* », se réjouit Sarah Chiche. Mais aussi de la conflictualité démocratique : « *Auparavant, on se convoquait en duel.*

Maintenant on sort sa tribune », poursuit-elle. Les réponses à celle des « cent femmes » de l'historienne Michelle Perrot, de l'écrivaine Leïla Slimani ou de la députée de La France insoumise de Seine-Saint-Denis Clémentine Autain en attestent. Comment ne pas préférer que la politique se transforme en un champ de bataille intellectuelle plutôt qu'en un champ de ruines ?

Les tribunes qui ont fait débat

Depuis quelques mois, les tribunes d'intellectuels et les débats s'enchaînent, sur des sujets sociétaux principalement.

- **#metoo et #balancetonporc** Dans une tribune intitulée « Pour une nouvelle civilité sexuelle », la sociologue Irène Théry explique que le hashtag #balancetonporc est le signe que la honte a changé de camp. Et que la lutte contre le harcèlement sexuel est une question de civilisation (*Le Monde* du 23 octobre 2017).

« Des femmes libèrent une autre parole ». Une centaine de femmes, dont Catherine Deneuve et Catherine Millet, affirment leur rejet du « puritanisme » apparu avec l'affaire Weinstein et d'un certain féminisme qui exprime une « haine des hommes » (*Le Monde* du 10 janvier 2018).

Raphël Glucksmann, directeur de la rédaction du *Nouveau magazine littéraire* et le cinéaste Michel Hazanavicius publient sous le hashtag #Wetoo, une tribune intitulée « Nous aussi nous voulons l'égalité » (le 29 janvier). Deux jours plus tard, une trentaine d'hommes se disent, dans *Le Monde*, solidaires de #metoo.
- **Bioéthique** « On ne peut plus ignorer les enfants nés par GPA » : un collectif de 110 signataires, dont Elisabeth Badinter, Pierre Rosanvallon et Irène Théry, demande une réforme urgente des lois de bioéthique et l'organisation d'un débat de fond sur la gestation pour autrui (*Le Monde* du 18 janvier).

« Non au marché de la personne humaine ! » rétorquent une quarantaine de personnalités, dont Sylviane Agacinski, José Bové et René Frydman qui se prononcent contre la gestation pour autrui (*Le Monde* du 20 janvier).
- **Asile-immigration** « Bienvenue au pays des droits de l'homme » annonce *L'Obs* dont la « une » illustrant Emmanuel Macron derrière des barbelés fait polémique. A l'intérieur, plusieurs tribunes critiquent la politique migratoire du gouvernement dont celle de J.M.G Le Clézio qui dénonce « un déni d'humanité insupportable » (*L'Obs* du 11 janvier). « M. Macron, votre politique contredit l'humanisme que vous prônez ! » : dans une lettre ouverte au président, Laurent Berger (CFDT), Jean Pisani-Ferry (Sciences Po), Thierry Pech (Terra Nova), Jean Pisani-Ferry (Sciences Po), Jean-François Rial (Voyageurs du monde) et Lionel Zinsou (Terra Nova), souvent proches d'Emmanuel Macron, critiquent sévèrement la politique migratoire du gouvernement (*Le Monde* du 17 janvier). « Monsieur le président, vous avez instauré à Calais un protocole de la bavure », dénonce l'écrivain et réalisateur Yann Moix (*Libération* du 22 janvier).
- **Francophonie** Dans une tribune parue sur le site de *L'Obs*, l'écrivain Alain Mabanckou lance une polémique en dénonçant la politique de la France à l'égard de la francophonie et en refusant de participer aux réflexions lancées par Emmanuel Macron sur le sujet (*L'Obs* du 15 janvier).
- **Ecriture inclusive** 314 enseignants publient une tribune dans laquelle ils s'engagent à ne plus enseigner que « le masculin l'emporte sur le féminin », ce qui provoquera de vifs débats sur le sujet (*Slate* du 7 novembre 2017).
- **Climat** 15 000 scientifiques de 184 pays alertent sur l'état de la planète dans la revue *BioScience*, un appel intégralement repris dans *Le Monde* (du 14 novembre)